



**CIBLE**

## Grèce

**N**e pas oublier la Grèce. Et ne pas croire les journalistes qui présentent des chiffres *meilleurs que prévu*. La récession est moins forte en 2013 qu'en 2012 ? La croissance pourrait revenir cette année ? On interprète, on suppute, mais les personnes privées d'emploi représentaient au moins 28% de la population active en novembre dernier et le pays est toujours sur la pente de la déflation. Maints *experts* affirment que la baisse des prix et des salaires permet de développer les exportations mais ces adeptes de la saignée oublient dans leurs calculs les Grecs qui souffrent et qui meurent.

Trois millions de citoyens - le quart de la population - sont privés de couverture sociale et la destruction du système de santé est en train de provoquer une catastrophe humanitaire : la mortalité infantile a augmenté de 43 % entre 2008 et 2010, 47 % des Grecs ne peuvent pas recevoir les soins qui leur sont nécessaires, les cas de dépression sévère ont plus que doublé entre 2008 et 2011, les cas de tuberculose se multiplient.

Les élections européennes approchent. Les responsables de la politique criminelle qui frappe la Grèce et toute l'Europe du Sud doivent être dénoncés et punis.

## Économie de l'offre

# Marche ou crève !

Europe

**Colère  
dans les Balkans**

p. 6-7

Diplomatie

**De Kaboul  
à Kiev**

p. 5

# Monsieur Bonne-Conscience

**Monsieur Bonne-Conscience est de tous les temps mais pas de tous les pays. C'est une spécialité française, qui se mêle de littérature, de philosophie, d'affaires et de diplomatie avec une confondante niaiserie et une parfaite arrogance.**

**V**ous le connaissez, vous l'avez toujours vu mais il est aujourd'hui plus visible que jamais. Magie du petit écran ? Sans doute. Mais Monsieur Bonne-Conscience, qu'on appelle d'ordinaire MBC, passe le plus clair de son temps à se construire soi-même comme Événement incontournable sans lequel il est impossible de penser le Monde.

Monsieur Bonne-Conscience se reproduit à l'identique depuis plusieurs siècles et ses rejetons se ressemblent de manière frappante au costume près. Même assurance que donne l'argent hérité. Même suffisance dans les énoncés péremptaires, qui permettent de distinguer le Bien du Mal. Même certitude d'être écouté par la terre entière, avec respect dans le camp du Bien, avec terreur chez les Méchants. Notez-le : lorsque MBC parle, il y a toujours beaucoup de mots avec des majuscules.

Souvenez-vous.

Monsieur Bonne-Conscience avait protesté haut et fort, par libelles et déclamations de carrefour lorsque, en 1536,

François Ier s'allia avec la Sublime Porte pour contrer les Impériaux. MBC clamait qu'il fallait s'aligner sur l'Empereur catholique et bouter hors d'Europe les Mahométans.

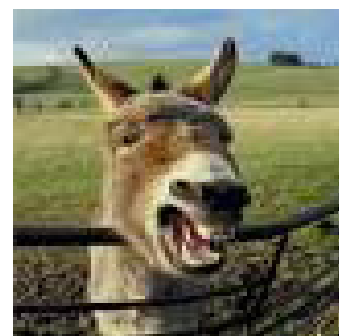
*Parler haut et fort un jour et se soumettre toujours*, tel est la rengaine de MBC et de ses descendants. En 1683, l'un d'eux adressa maintes récriminations à Louis XIV, qui avait interdit à ses officiers qu'ils s'en aillent porter secours aux Autrichiens assiégés dans Vienne par les troupes du Sultan. Mais BMC ferma les yeux lorsque les troupes autrichiennes de Charles de Lorraine prirent Budapest en 1686 et s'y livrèrent à un grand massacre de Juifs. Il avait déjà regardé dans d'autres directions en 1670 lorsque Léopold Ier avait expulsé les Juifs de Vienne.

Au Grand siècle et jusqu'à la fin de l'Ancien régime, la lignée MBC joua sur tous les tableaux : la Banque et l'Église, la Cour et le Peuple. Ces messieurs de la Bonne-Conscience étaient toujours habillés à la dernière mode et poudrés à

ravir mais avec un rien d'insolence dans un détail du costume afin de rappeler aux manants que le familier des Grands du royaume est un Rebelle digne de la plus haute considération.

On perd la trace de la famille MBC pendant la Révolution et l'Empire et l'on suppose qu'elle se consacra aux affaires. On retrouve un héritier à Madrid pendant la guerre civile, acharné à convaincre divers ministres de la République de refuser l'aide soviétique et de rompre avec le communisme intrinsèquement pervers. Le même se précipita à Londres puis à Washington pour tenter de convaincre Churchill et Roosevelt de refuser toute aide à l'Union soviétique envahie par la Wehrmacht « afin, disait-il, que le communisme ne s'installe pas partout. » Il mourut de désespoir lorsque le général de Gaulle décida de chasser les Américains du territoire national.

Il laissa un fils, MBC le Jeune, qui occupe depuis quarante ans le devant de la scène. Ce rossignol des médias s'est spécialisé depuis la fin de la



Guerre froide dans l'appel à la Croisade... qu'il se garde bien de faire. Avec les Musulmans extrémistes, guerre à la Serbie ! Avec les Américains, guerre à l'Irak ! Avec les djihadistes de Tchétchénie, guerre à la Russie ! Et guerre à la Libye avec les Américains, les Anglais et Nicolas Sarkozy. Hier à Kiev, il sera demain à Minsk, pas plus d'une journée ou deux mais toujours avec les États-Unis et toujours sur la photo.

Monsieur Bonne-Conscience ne revient jamais sur le théâtre de ses exploits. Monsieur Bonne-Conscience ne fait jamais son examen de conscience. La Bosnie livrée aux politiciens pourris, il s'en bat l'œil. L'Irak ravagé par la guerre civile, il s'en tamponne. La Libye livrée à l'anarchie, il s'en contrefiche et on ne l'entend plus guère sur les exploits de ses amis américains en Afghanistan. Il n'a pas vu de nazis à Kiev où le FMI va débarquer pour distribuer de la confiture de rose. Il vit aux États-Unis, il est content de Lui, satisfait du beau monde qu'il côtoie et ravi de le savoir – ou de le croire – émerveillé par la diversité de ses talents. Monsieur Bonne-Conscience est un homme qui ne se retourne pas.

Éric de POLTRON-MINET

**royaliste**  
BIMENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

**Rédaction-administration**

38, rue Sibuet 75012 Paris  
Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont  
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801  
ISSN 0151-5772

## SOMMAIRE

- P2 : Portrait : Monsieur Bonne-Conscience - P3 : UMP : Voyous en col blanc  
- Écho des blogs - P4 : Économie de marché : Marche ou crève ! - P5 : Grand jeu : De Kaboul à Kiev - Brèves - P6/7 : Europe : Colère dans les Balkans - P8 : Europe : Le siècle soviétique - P9 : Idées : *Homo democraticus* - P10 : Cinéma : Grand Budapest Hotel - Culture : Un bréviaire d'intelligence - P11 : Les Mercredis de la NAR - Chevenement - Congrès 2014 - Souscription - P12 : Éditorial

# Voyous en col blanc

**Nos colères contre les voyous en col blanc n'étaient pas des effets de style : les scandales qui éclaboussent Nicolas Sarkozy, Jean-François Copé et Patrick Buisson montrent amplement que la voyoucratie est consubstantielle à l'oligarchie.**

L'homme le plus populaire de France, Jean-François Copé, aurait-il trempé ses mains soignées dans de juteuses surfacturations ? Le candidat battu de 2012, qui prépare son fulgurant retour, sera-t-il rattrapé, entre autres, par une vilaine affaire de trafic d'influence ? Tous deux ont droit à la présomption d'innocence et c'est à la justice de dire ce qu'il en est de ces trafics supposés - et des affaires Karachi, Kadhafi, Takieddine qui sont en cours d'instruction.

Pour prendre patience, nous avons l'affaire Patrick Buisson, maniaque d'écoutes clandestines qui risquent de nous informer plus précisément que jamais sur ce qui se pensait, se disait et se tramait réellement dans la sarkozie. Dès à présent, la classe politique aurait avantage à tirer les leçons de ce scandale.

Patrick Buisson est l'exemple type du Communicant qui est censé faire la pluie et le beau temps en période d'élection alors qu'il n'est jamais autre chose qu'un marchand d'illusion. Chargé de vendre le candidat aux « gens », il est surtout l'homme que se vend au candidat et qui l'entraîne dans des dépenses insensées - légales ou illégales. Fruit de l'extrême droite maurrassienne, esprit pervers qui a produit un livre assurant qu'on n'avait jamais été aussi libre de jouir que sous l'Occupation, Patrick Buisson fut un gourou de pacotille qui fit

croire à Nicolas Sarkozy qu'il avait gagné en 2007 en tapant sur les immigrés alors que ce sont les promesses sociales - « travailler plus pour gagner plus » - qui lui ont attiré maintes voix populaires. Quelle bêtise ! Le chercheur Nicolas Lebourg rappelle que « depuis 1980, il existe au moins 14 autres cas de pays où le champ parlementaire a tenté de contenir la montée de formations populistes en concurrençant leurs positions sur l'immigration. Systématiquement, c'est l'extrême droite qui en a profité. » Aveuglé par ses obsessions « identitaires », Patrick Buisson n'a jamais compris que les questions économiques et sociales étaient décisives. Pour lui, celles-ci relevaient du discours séducteur, de la tactique de l'embobinage.

Accusé de trahison, Patrick Buisson n'est plus fréquentable. Ce qui place une UMP en plein désarroi devant une redoutable alternative : ou bien elle maintient la ligne Buisson sans Buisson et elle se suicide lentement ; ou bien elle abandonne la ligne Buisson et elle se retrouve sans stratégie, donc exposée à de cinglantes défaites.

Nous attendons avec intérêt les choix des chefs de l'UMP. Quant aux autres dirigeants politiques, nous leur conseillons de congédier sans attendre leurs communicants. Ils feront moins de bêtises et plus d'économies.

Sylvie FERNOY

# Ukraine, la crise vue d'ailleurs

**La crise, vue de Paris, c'est l'Occident contre la Russie. Mais que dit-on ailleurs ? A Moscou, on donne les raisons du rejet de l'accord entre l'Ukraine et l'Union européenne.**

« Pour nos douanes, toutes les marchandises arrivant d'Ukraine sont considérées comme ukrainiennes : et elles entrent donc en Russie selon un régime de faveur, dans le cadre de l'accord sur la zone de libre-échange en CEI. Pour contrôler la provenance des marchandises - savoir si elles sont fabriquées en UE ou en Ukraine -, il aurait fallu complexifier les procédures douanières », note l'interlocuteur de Vlast. En outre, les Européens auraient pu avoir recours en Ukraine au régime d'assemblage industriel simplifié : exporter dans le pays un article manufacturé, lui ajouter une ou deux pièces détachées, puis le vendre sous cette forme, comme un produit ukrainien, en Fédération - en évitant ainsi les taxes supplémentaires. « De cette façon, les Européens pénétraient non seulement sur le marché ukrainien mais aussi sur le nôtre, grâce à ce véritable cheval de Troie. Nous ne nous sommes pas battus avec eux sur les tarifs de douane en vue de notre entrée à l'OMC pour en arriver là », souligne le haut fonctionnaire. » (1)

À Kiev, divers sites donnent la liste des nationaux-socialistes qui font partie du gouvernement : Vice Premier ministre : Oleksandr Sych (Svoboda) ; Ministre de la Défense : Ihor Tenyukh (Svoboda) ; Ministre de l'Écologie : Andriy

Mokhnyk (Svoboda) ; Ministre de l'Agriculture : Ihor Shvaika (Svoboda). Le procureur général est Oleg Mokhnytsky (Svoboda). Dmytro Yarosh, chef du mouvement national-socialiste Pravy Sektor est membre du conseil de sécurité.

À Washington, rapporte Maya Kendel, (2) « l'Ukraine est aussi un échec pour la « doctrine Obama de responsabilité » ou responsabilisation, des alliés [...] qui avait conduit Washington depuis deux ans à laisser aux Européens le leadership sur l'Ukraine, comme l'explique ce récit détaillé des négociations en coulisses de ces derniers mois. Pour Obama en effet, l'Ukraine était une crise à gérer plus qu'une opportunité à saisir pour promouvoir la démocratie et élargir le camp occidental, comme le rappelle cet article du NYT qui contraste les approches Obama et Bush. Mais Washington a négligé l'importance des divisions européennes et l'absence d'une véritable politique orientale de l'UE. La crise ukrainienne marque aussi en ce sens les limites de l'approche Obama, qu'on l'appelle doctrine de responsabilité ou « leadership from behind ». » L'ensemble de l'étude est à lire.

Annette DELRANCK

(1) <http://www.lecourrierderussie.com/2014/03/moscou-association-ukraine-ue/>

(2) <http://froggybottomblog.com/author/mayakandel/>

# Marche ou crève !

**Entreprise mon amour... C'est le nouveau credo de la gauche au pouvoir. Les « visiteurs du soir » de François Hollande ont bien fait leur travail et nous voilà dans une vision économique qui ne peut pas manquer de nous enfoncer un peu plus. Mais de quoi s'agit-il ?**

L'économie peut se concevoir de bien des façons différentes mais pour faire simple, deux grands modèles nous sont présentés. **Le premier** qui a longtemps prévalu depuis le XX<sup>e</sup> siècle est celui de la demande. Les besoins entraînent des productions qui créent des emplois. Les salariés créent alors une nouvelle demande qui vient assurer la croissance et le développement économique et social. Ce modèle implique un certain encadrement de l'économie, tant au niveau des salaires qu'à celui de la protection sociale ou de l'assurance que les consommateurs seront bien servis.

**Le second** est celui de l'offre. Cette fois ce sont les agents économiques qui, parce qu'ils sont libres de toutes entraves, autant que possible, créent de la richesse et les emplois. Les ultra-libéraux tiennent beaucoup à leur liberté qui implique une moindre protection pour les salariés et les consommateurs, des profits maximisés en participant aussi peu que possible aux charges de la société. C'est ce modèle qui à les faveurs de notre gouvernement. Soyons justes, le pli est pris depuis trente ans environ et on ne fait que pousser plus loin la logique d'un système qui à la particularité de ne pas fonctionner. Quelques remarques.

### Délire

D'abord ce ne sont pas les entreprises qui créent les emplois. (1) On n'a jamais vu un industriel fabriquer des produits destinés à ne pas être vendus. Le principe de l'entreprise est de fabriquer ou de proposer un service qui trouvera preneur. Vous pouvez déréguler tant que vous le voudrez, ramener les cotisations sociales à rien, ce n'est pas ça qui fait vendre. Les emplois sont créés par le carnet de commandes qui en se remplissant amène les entreprises à embaucher pour faire face à la... demande.

Étrange paradoxe cette volonté de permettre aux entreprises de payer toujours moins leurs salariés, d'amoindrir leur couverture sociale, d'allonger le temps de travail et d'espérer qu'ainsi les commandes afflueront. Paradoxe seulement apparent. En effet, le modèle des tenants de l'offre c'est la production destinée à l'exportation. Le marché intérieur semble ne pas compter. Curieuse façon de voir les choses quand on sait qu'en France la production est au trois quarts absorbée par le marché interne.

Une fois pour toute la France n'est pas l'Allemagne. Le marché intérieur outre-Rhin est atone, la population en voie de diminution et de vieillissement, les salaires ont baissé. Chez nous, la population augmente, est plus jeune et ses besoins

sont en constante augmentation. Ce choix de politique est un parfait non-sens.

### Offrande

Ce terme est bien choisi dans un article publié le 5 mars par *Médiapart*. (2) C'est bien de cela qu'il s'agit : offrir au Medef tout ce qu'il demande et si possible aller au devant de nouveaux désirs. L'entreprise est reine, il faut ménager les entrepreneurs, les assister, les financer, les « déstresser ». Rien ne doit être négligé pour leur faciliter la vie. On va encore abaisser les charges, ce qui est déjà fait depuis trente ans. Le souci est de placer le curseur. On va privilégier les bas salaires qui sont déjà largement *déchargés* jusqu'à 1,6 ou 2,5 smic. Depuis le temps que l'on procède ainsi, aucun résultat positif : le chômage a explosé et la croissance baisse de 1 % par décennie. Rien n'y fait, le comportement infantile de gosse mal élevé du patronat fait qu'il en demandera toujours plus. François Hollande a ouvert la boîte de Pandore, les exigences s'ajouteront aux exigences à mesure que se fera plus patent l'échec de cette politique imbécile. Des contreparties ? Ne nous faites pas rire ! Le patronat serait bien en mal d'en donner. Il n'y aura ni créations d'emplois ni croissance générés par ce choix mortifère. Ce plan est à côté de la plaque et vous verrez qu'on nous servira encore la même antienne :

si ça ne marche pas c'est qu'on n'est pas allé assez loin.

### Plus loin ?

Ce *pacte de responsabilité* sera un échec cuisant et il générera la déflation et une récession sans précédent. Cela n'empêchera pas les économistes en vue et les commentateurs serviles de poursuivre sur leur lancée. La libération des instincts mène toujours à la catastrophe. N'oublions jamais que la quintessence de la politique de l'offre est représentée par la Rome antique, société fondée sur la violence politique et militaire et sur l'esclavage. Sans ces éléments, Rome n'aurait jamais réussi à exister.

Ce modèle n'est pas tenable et les risques trop importants. Les salariés ne sont pas pris en compte, leur *stress* à eux ne compte pas. À en croire le Medef, les employés sont des sangsues. Qui est avide ? Qui est cupide à un stade jamais encore atteint ? Il n'y a plus de frein au cynisme et à la lutte des classes. Le patronat veut tout sans rien offrir en échange. Pourquoi ne pas proposer aux Français de payer pour avoir un emploi et de remettre à l'ordre du jour le travail des enfants. Exagérations direz vous ? En êtes-vous si convaincus ?

Les renoncements grandissent toujours, les exigences se font plus conséquentes et plus violentes. La situation des salariés ne peut que se détériorer, le marché intérieur que se rétrécir. Tous les petits avantages générés par le plan s'évanouiront avec un seul mouvement sur les monnaies. Faute d'avoir su et surtout voulu conserver sa souveraineté économique et monétaire, notre pays en est réduit à faire de la déflation pour tenir. Tenir est un mot mal choisi, c'est de l'illusion de tenir qu'il s'agit... La catastrophe est au bout.

**Charles GUÉMÉNÉ**

(1) Lire à cet effet l'article de Frédéric Lordon, *Le Monde Diplomatique*, mars 2014.

(2) Christian Salmon – « *L'économie zombie et la politique de l'offrande* », *Médiapart*.

# De Kaboul à Kiev

**La crise ukrainienne doit être resituée par rapport au grand jeu stratégique entre Europe et Asie.**

**D**e Kiev à Kaboul c'était l'extension maximale de l'URSS pendant la dernière décennie de son existence. Du Pont Euxin à l'Amou Daria : la marche des « mille » d'Alexandre, la route de la soie, l'épopée pantouranienne d'Enver Bey (1), et plus récemment le réseau de distribution Nord voie alternative pour l'approvisionnement des forces américaines et de l'OTAN engagées en Afghanistan. Aller et retour ! Nous sommes aujourd'hui pour ces dernières sur la phase retour (ou retraite ?). Vers quel avenir ? La question n'est pas seulement ou d'abord celle de l'avenir de l'Afghanistan, mais de l'avenir de l'OTAN – et corrélativement de la Russie.

L'enjeu des élections afghanes du 4 avril a été réduit à la signature de l'accord de sécurité avec les États-Unis qui permettraient à ceux-ci de conserver pour dix ans un certain nombre de bases et de personnels non-combattants. Le président sortant Ahmed Karzaï, en refusant de le signer, ne veut pas finir en Ianoukovitch (2) américain ou, pire encore, pendu haut et court (3) comme le dernier dirigeant prosoviétique de l'Afghanistan, Najibullah (en 1996 à l'arrivée des Talibans). Celui-ci avait néanmoins tenu le pouvoir jusqu'en 1992, trois ans après le départ des dernières troupes de l'Armée soviétique. Le successeur de M. Karzaï réfléchira à deux fois avant de signer le dit accord.

Mais la question principale est de savoir pourquoi Washington

veut garder des bases en Afghanistan. Est-ce seulement pour aider le maire de Kaboul à rester en place un peu plus longtemps, éviter au Pakistan d'intervenir en force au Sud, se ménager un Afghanistan utile au Nord à la place de Moscou et ses alliés d'Asie centrale, tenir l'Iran à revers ou plutôt la Chine dans la nouvelle stratégie de pivot asiatique ? Pour tout cela, l'Amérique n'a pas besoin de l'OTAN. Que devient donc cette dernière ?

Par le jeu classique de balancier entre Europe et Asie, l'OTAN, privée d'emploi dans sa zone après la fin de la guerre froide, tout en s'inventant une occupation (provisoire) en ex-Yougoslavie, avait cru trouver après le 11 septembre 2001 une nouvelle raison d'être sinon de vivre avec ce qu'on a appelé le « hors zone » (sommet de l'OTAN de 2002 à Prague !). Au moment où se termine l'aventure afghane, la crise ukrainienne marquera-t-elle, comme certains commentateurs pressés d'en découdre se sont empressés de le décréter, le retour de l'OTAN sur le théâtre européen ? Les Polonais et autres Estoniens sinon les Turcs de la FIAS (Force internationale d'assistance et de sécurité) vont-ils être redéployés de l'Hindou Kouch sur les Carpathes ?

Qui sont, répétons-le, les nostalgiques de la guerre froide ? (4) Le nouvel ordre européen post-URSS, comme celui issu de la Première Guerre mondiale, s'est organisé comme l'a écrit Bainville

« comme si l'Europe devait toujours se passer de la Russie. » Que l'on analyse la fin de la guerre froide comme la défaite de la Russie ou non, on ne saurait s'étonner que la Russie d'aujourd'hui - loin que ce soit seulement M. Poutine ! - entende remettre en cause l'ordre issu de la guerre froide comme hier la paix de Brest-Litovsk. Mais il y a bien plus derrière cette proposition globale que Moscou devrait formuler lors d'un Congrès européen à réunir.

La question : pourquoi Sébastopol jusqu'en 2042 ? fait écho à la question posée ci-dessus : pourquoi des bases américaines en Afghanistan jusqu'en 2024 ? On disait jadis, au temps de la fameuse question d'Orient, que le Bosphore était la clé de la Russie. Aujourd'hui et demain comme hier, la Crimée est la clé ou plutôt le verrou du Sud Caucase comme Mazâr-e Charif est celui de l'Asie centrale. C'est la Russie, de Sébastopol à Manas (base au Kirghizistan utilisée par la Coalition en Afghanistan et qui leur sera bientôt fermée sur « pression » russe), qui supporte et supportera de plus en plus le poids de l'arc islamiste. Cela mérite qu'on ne l'isole pas en attendant de coopérer.

**Yves LA MARCK**

(1) Cf Malraux – « *Les Noyers de l'Altenburg* » ou Corto Maltese – « *La Maison dorée de Samarkand* ».

(2) Refusant de signer l'accord avec l'Union européenne.

(3) L'avant-dernier SAS « *Sauve qui peut à Kaboul* ».

(4) Royaliste n°1040, page 5.

## Brèves

### France - États-Unis

Le chef de nom et d'armes d'une des plus grande famille de France, les Gramont, toujours très proches de la famille de France, vient de disparaître tragiquement à Houston où il vivait depuis quelques années. **Antoine XIV, Duc de Gramont** était âgé de 62 ans. L'avenir de la famille repose tout entier sur son fils de 6 ans, autre Antoine (XV). Il a été inhumé le 7 mars dans la crypte familiale de l'église de Bidache en présence du **prince Jean, Duc de Vendôme**.

### Belgique

Les attaques des milieux politiques flamands contre la famille royale ne semblent même plus avoir pour borne le ridicule. Le député du Vlams Block Theo Francken, s'en est pris au Parlement au **roi Philippe**, lui reprochant de ne pas acquitter la part prévue à sa charge pour le chauffage du Palais de Laeken...

### Grande Bretagne

La reine **Élisabeth II** s'est récemment émue du sort réservé à la dépouille de son lointain prédécesseur **Richard III**, retrouvé sous la dalle de béton d'un parking à Leicester, il y a deux ans de cela. Clairement identifié, le corps a révélé nombre d'informations sur les circonstances de la disparition du vaincu de la Guerre des deux roses, tué à la bataille de Bosworth et enterré à la sauvette par les partisans du futur **Henri VII Tudor**.

### Allemagne

Le mouvement de restitutions ou d'indemnisation des nombreuses familles allemandes, autrichiennes, tchèques ou hongroises dépossédées après la guerre se continue. Ainsi le **prince Georges de Prusse**, chef de sa maison va-t-il enfin recevoir une indemnité suite à une action engagée par son grand-père **Ferdinand** en 1991...

**P.B**

# Colère dans les Balkans

**H**istorien, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*, Jean-Arnault Dérens analyse pour nous les mouvements contestataires qui ont secoués ou qui agitent encore la Slovénie, la Croatie, la Bulgarie, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine.

*Royaliste : Comment analyser les mouvements de contestations dans les pays de l'ancienne Yougoslavie ?*

**Jean-Arnault Dérens** : Ils sont à relier aux politiques menées – ou non – par l'Union européenne qui s'est attribué le rôle d'acteur politique majeur dans la région. Le dernier en date de ces mouvements est parti le 5 février de Tuzla, dans le nord de la Bosnie-Herzégovine. Cette ville industrielle de 150 000 habitants est située dans un canton qui compte 1 million d'habitants et qui est le cœur de la Bosnie musulmane. Ses habitants ont toujours insisté sur son caractère multiethnique et ils sont parvenus à éviter les affrontements pendant la guerre en Bosnie. Tuzla, qui était très polluée par ses usines, est une ville où l'on respire bien aujourd'hui car l'activité industrielle s'est arrêtée. Les manifestants de février sont des ouvriers, toujours salariés des usines qui n'ont pas été privatisées mais qui ne fonctionnent plus ou presque plus. Ce ne sont pas des manifestations syndicales car les syndicats sont des structures financées par les administrations publiques – les ouvriers n'ont pas les moyens

de cotiser – qui n'ont pas de rôle revendicatif. La mobilisation s'est faite par les réseaux sociaux et elle a connu un grand succès. Elle est très révélatrice des conflits actuels dans les Balkans, qui ne sont pas d'ordre ethnique. Les revendications portent sur la survie : en Bosnie-Herzégovine, la moitié de la population est au chômage, le salaire moyen est de 300-350 euros pour des niveaux de prix comparables à ceux de l'Europe occidentale. Les prix des produits alimentaires sont certes moins élevés qu'en France mais il est certain qu'on ne peut pas vivre avec 300 euros – ceci sans oublier que seule la moitié de la population reçoit un salaire. Les jeunes, qui bénéficient d'un enseignement secondaire et supérieur de bonne qualité, fuient le pays dès qu'ils ont obtenu un diplôme.

Ce sont donc des mouvements sociaux du désespoir : actuellement en Bosnie-Herzégovine, mais aussi en Serbie où l'on voit se développer des luttes ouvrières et paysannes très dures et en Croatie où certains syndicats sont revendicatifs. On a aussi vu apparaître de nouvelles formes de contestation. Il y a eu en Bosnie l'an-

née dernière la « révolution des bébés » qui est partie du fait qu'un bébé qui n'avait pas de numéro de Sécurité sociale est mort faute de soins. Les bébés qui naissaient dans les six premiers mois de 2013 n'avaient pas de numéro parce que les députés des différentes entités ne s'étaient pas mis d'accord sur l'orthographe des noms de toutes les communes du pays. Une mobilisation s'est développée contre tous les partis politiques, principalement à Sarajevo mais aussi à Banja Luka en République serbe de Bosnie, et ce mouvement de citoyens s'est affirmé contre l'ethnisation de la vie politique. Inquiets, les députés ont adopté la loi dans l'urgence. Puis la vie normale a repris son cours...

*Royaliste : Et la Slovénie ?*

**Jean-Arnault Dérens** : Pendant tout l'hiver dernier, il y a eu de très fortes mobilisations contre la corruption de la classe politique ; elles sont entrées en résonance avec le rejet des mesures d'austérité – réduction de salaires des fonctionnaires, privatisations – conçues par le gouvernement de droite au pouvoir jusqu'au printemps dernier. Le Premier ministre a

démissionné, un gouvernement de centre-gauche s'est constitué en promettant de ne pas prendre des mesures d'austérité – qui ont été décidées trois mois plus tard. Cette mobilisation demeure : il y a de petites manifestations et surtout le fossé ne cesse de s'élargir entre la classe politique, toutes tendances réunies, et la population. Aucune formation politique ne représente cette colère.

Tous les pays que j'ai cités sont dans des situations différentes : la Slovénie a rejoint l'Union européenne en 2004, la Croatie y est entrée le 1er juillet 2013, la Serbie a le statut de pays candidat et elle a ouvert ses négociations d'adhésion le 1er janvier 2014. La Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et l'Albanie ne sont pas des pays candidats mais depuis le Sommet européen de Salonique en juin 2003 tous les pays des Balkans occidentaux ont une vocation reconnue à rejoindre l'Union. Cela voulait dire que leur avenir était tracé, sans aucune alternative envisageable. Le débat politique se réduisait à une seule question : qui ferait le plus vite les réformes nécessaires pour mériter l'adhésion en franchissant les étapes prescrites et après avoir négocié chapitre par chapitre ? Du coup, il n'y a plus de débat politique possible sur les différents modèles de société : à gauche, à droite, au centre, il s'agit de

savoir qui sera le meilleur pour s'inscrire dans une politique qui n'est pas décidée dans le pays.

Cette situation renvoie à la situation antérieure à la guerre. En 1990, au moment charnière, on parlait déjà d'une intégration de la Yougoslavie à la Communauté économique européenne. À l'époque le Premier ministre Ante Marković était un réformateur partisan à tous les égards de la libéralisation de la société. Du coup, les démocrates de l'espace yougoslave espéraient que leur pays pourrait rejoindre la CEE. Mais la CEE a été incapable de saisir l'occasion qui lui était offerte, elle a expliqué qu'il était aberrant qu'un pays encore socialiste puisse avoir de telles idées. La nature politique ayant horreur du vide, ce sont les démagogues nationalistes qui l'ont emporté en Serbie et en Croatie. Pendant les années de guerre et d'après-guerre, la scène politique était structurée par l'opposition entre les nationalistes et des oppositions libérales qui avaient pour objectif l'intégration européenne. Cet objectif était perçu comme la revendication d'une normalité politique, face aux exaltations nationalistes et d'une normalité sociale et économique, l'UE étant associée à une promesse de prospérité. Cette structuration a existé jusqu'au sommet de Salonique de juin 2003, qui a affirmé la « vocation » de tous les pays des « Balkans occidentaux » à rejoindre l'UE. Par la suite, toutes les élites économiques et politiques des Balkans occidentaux sont progressivement devenues « pro-européennes ». Les élites économiques voulaient accéder au marché européen. Le problème, c'est que tous les entrepreneurs riches, sans exception, étaient des profiteurs de guerre et ils voulaient l'intégration européenne pour blanchir leur fortune qui, après un détour par des sociétés douteuses installées dans des îles accueillantes, avait servi à acheter des terres

et des entreprises privatisées.

### **Royaliste : Un exemple ?**

**Jean-Arnault Dérens :** Observons la Voïvodine, au nord de la Serbie. C'est une région agricole très riche. Toutes les terres agricoles de Voïvodine sont contrôlées par quatre personnes, l'un est en prison, l'autre se cache en Amérique du Sud et c'est le numéro un mondial de la cocaïne, le troisième, tout à fait impeccable, a racheté beaucoup de terres en Ukraine... Quels sont les objectifs de ces messieurs ? L'accord d'association conclu entre la Serbie et l'Union européenne prévoit que la terre sera accessible aux investisseurs étrangers à partir de 2017. Il est donc intéressant d'acheter aujourd'hui de la terre en Voïvodine pour blanchir l'argent sale et pour revendre aux gens qui ont besoin de terres : quelques géants de l'agroalimentaire allemand ou français, ou bien les investisseurs des Émirats arabes unis. L'argent ainsi purifié partira ailleurs... On comprend que les élites économiques serbes soient favorables à l'Union européenne... ce qui ne les empêche pas de faire des affaires avec la Russie.

### **Royaliste : Les élites politiques balkaniques sont-elles susceptibles d'évoluer ?**

**Jean-Arnault Dérens :** Pour faire une carrière politique, il faut avoir le soutien de Bruxelles : toute posture d'opposition coupe l'accès aux fonds européens et au soutien des partis politiques de l'Ouest européen. Prenons le Parti progressiste serbe, qui exerce un monopole politique et économique absolu : son véritable patron, Aleksandar Vučić, a été ministre de Milosevic et il aurait pu être inculpé. Jusqu'en 2008, il critiquait violemment l'Union européenne. Puis il est devenu pro-européen : sans illusion sur une rapide intégration européenne, il voudrait que son parti rejoigne le Parti populaire européen



afin de se faire totalement blanchir. L'Union européenne peut donc blanchir des politiciens douteux : par exemple au Kosovo, où le Premier ministre Hachim Thaçi, dont le nom est cité dans les affaires de trafic d'organes, a été récemment proposé pour le prix Nobel de la paix. Nous sommes là dans un *story telling* : les Balkans ont tourné la page des conflits nationalistes, les vieux briscards sont devenus euro-compatibles. Mais il n'est pas possible d'associer l'Union européenne à une promesse de prospérité, le processus de privatisation est en train de s'achever avec des capitaux mafieux. Les opinions publiques décrochent, ce qui explique les actuels mouvements de contestation alors qu'en 2004 les opinions publiques étaient favorables à l'intégration européenne qui apportaient une promesse de vie meilleure. Il est vrai qu'on vit mieux en Pologne qu'avant l'intégration mais le même phénomène ne s'est pas produit en Roumanie et en Bulgarie, où l'on vit plus mal qu'avant l'entrée dans l'Union. Les Croates ont quant à eux anticipé le fait que leur pays vivrait plus mal après son intégration et de ce point de vue leurs attentes n'ont pas été déçues. L'Union

européenne se retrouve donc avec un énorme problème de stratégie car les opinions publiques balkaniques ne croient pas plus à ses discours que les opinions publiques de l'Ouest.

L'Union veut avant tout la stabilité mais qu'est-ce que cela veut dire ? La Bosnie est le pays le plus « stable » du monde - en réalité, elle est totalement paralysée ! En fait, l'Union veut continuer à faire semblant - à dire que tous les pays ont vocation à rejoindre l'Union, à accepter la normalisation du personnel politique et le blanchiment des capitaux. Elle cherche à gagner du temps dans la stabilité. Si rien ne bouge, on dira que la politique de l'Union est couronnée de succès. Mais dans toutes ces magnifiques constructions de stabilisation, dans les Balkans comme en Ukraine, on oublie que les populations peuvent se révolter. Il y a au cœur de l'Europe vingt millions de gueux qui n'ont rien à manger. S'ils ne peuvent pas quitter les Balkans, il y aura une explosion sociale.

**Propos recueillis  
par B. LA RICHARDAIS**

# Le siècle soviétique

**L'histoire de la formation et de la décomposition du système soviétique permet de mieux comprendre certains problèmes structurels de la Russie d'aujourd'hui et les regrets qu'éprouvent beaucoup de ceux qui ont connu les dernières années de ce communisme illusoire.**

**L**ongtemps, la dénonciation militante du communisme nous fit voir l'Union soviétique comme un système soudé par l'idéologie marxiste et organisé de manière pyramidale afin de soumettre les peuples à une contrainte totale. Ce schéma marque nos mémoires et une propagande intéressée pousse aujourd'hui à le plaquer sur la « Russie de Poutine » qui serait un concentré de tsarisme et de soviétisme. La société russe et ses modes de représentation ont trop changé pour qu'on puisse confondre la Constitution de la Fédération de Russie et le système autocratique qui fut, avec Nicolas II, la cause de son propre naufrage. (1) Le poids de l'héritage soviétique est quant à lui indéniable mais son évaluation suppose une connaissance précise d'un système très complexe, que Moshe Lewin nous permet de pénétrer. (2)

Je ne peux reprendre ici les analyses sur la période de dictature du Parti communiste - non du seul Lénine - et sur les perspectives que la NEP aurait pu tracer pour le long terme. Nul doute que Staline instaure un pouvoir que beaucoup conçoivent à juste titre comme totalitaire et que Moshe Lewin définit comme nationaliste et autocratique. La terreur, la collectivisation des terres et l'industrialisation planifiée sont des caractéristiques bien

connues du stalinisme, qui laissent supposer une organisation rigide et une discipline de fer. Or, pour reprendre la distinction établie par Marcel Gauchet, (3) le **contrôle** total et totalitaire de la société par le Parti et les appareils de pouvoir ne signifie pas qu'il y ait une réelle **maîtrise** dans l'administration des choses et le gouvernement des hommes. La peur qui règne dans le milieu dirigeant, les mécaniques implacables de la répression et les dispositifs d'asservissement des travailleurs n'empêchent pas le désordre, immense et déconcertant. Les paysans et les jeunes conducteurs de machines agricoles fuient vers les villes alors que de jeunes ouvriers quittent les usines - c'est un acte de désertion - pour aller se cacher à la campagne avec la complicité des autorités locales. Le pays s'urbanise rapidement dans l'inconfort, la pénurie et l'insécurité, la terreur crée le désordre dans l'économie et dans l'armée, le NKVD, bras armé de Staline, n'échappe pas à la bureaucratie dans une ambiance marquée par les vols, les viols et l'ivrognerie et la Direction générale des camps (le Goulag) se caractérise par une inefficacité qui est une cause supplémentaire de souffrance pour les prisonniers.

La mort de Staline laisse espérer de profondes réformes que Nikita Khrouchtchev entreprend. Il met fin au Goulag,

la répression est inscrite dans une légalité, les pouvoirs de la police secrète sont réduits, les éliminations physiques cessent dans le milieu dirigeant et l'on s'efforce de rationaliser l'organisation administrative et l'activité économique. C'est un échec. De Khrouchtchev à Brejnev, la très puissante Union soviétique - celle des fusées intercontinentales, de la conquête de l'espace - est travaillée en profondeur par une anarchie croissante. Le mode soviétique de planification engendre par lui-même d'énormes désordre dans la production et ne parvient pas à résoudre les immenses problèmes de main d'œuvre au sein de l'empire car les populations continuent à se déplacer massivement sans tenir compte des volontés du Gosplan. Le « chambardeur administratif » opéré par Khrouchtchev se heurte à la nomenklatura formée par les couches supérieures de l'administration et du Parti qui sont en sommet d'un échafaudage de structures empilées de manière incompréhensible. Cette bureaucratie proliférante abrite une *économie fictive* (celle des comptes truqués...) et une *économie de l'ombre* qui assure le fonctionnement bancal du système, engendre maints profits et procure de nombreux emplois. Ces activités souterraines sont

à distinguer du crime organisé, qui prospère bien avant l'effondrement de l'Union soviétique. Intelligent, lucide et déterminé, Youri Andropov qui succède à Léonid Brejnev en 1982 tente de réformer l'ensemble du système mais il meurt trop tôt, en février 1984. C'est presque la fin. Le discours marxiste-léniniste officiel ne parvient plus à masquer la victoire de la bureaucratie conservatrice et corrompue sur le Parti que Khrouchtchev avait tenté de faire revivre. Selon Moshe Lewin, l'Union soviétique était un État sans système politique en dépit de toutes les apparences.

Dès lors, pourquoi tant de nostalgie aujourd'hui, en Russie et en Asie centrale ? Après le chaos ultra-libéral des années Eltsine, les anciens citoyens de l'Union ne pouvaient manquer de regretter la protection sociale, la promotion assurée par le système éducatif, la hausse du niveau de vie et somme toute une existence beaucoup plus agréable, entre les années soixante et la fin des années quatre-vingt, que celle qu'ils avaient connu avant, pendant et après la Grande Guerre patriotique. Moshe Lewin dit que ce n'était pas un miracle mais un mirage, comme la suite des événements l'a démontré.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) CF. Orlando Figes - « *La Révolution russe - 1891-1924 : la tragédie d'un peuple* », deux tomes, Folio histoire, 2009.

(2) Moshe Lewin est né dans la Vilnius polonaise, il a combattu dans l'Armée rouge et travaillé en Russie avant de s'installer un temps en Israël. Il a écrit son œuvre en France, en Angleterre et aux États-Unis. Citoyen français, il est mort à Paris en 2010. Cf. « *Le siècle soviétique* », Fayard/Le Monde diplomatique, 2013. Première édition en 2003.

(3) Marcel Gauchet - « *À l'épreuve des totalitarismes* », Gallimard, 2010.

# Homo democraticus

**D**ominique Schnapper a, sans aucun doute, hérité d'un père prestigieux, Raymond Aron, le sens de l'équilibre et de la modération. Ce pourrait être d'ailleurs la marque d'un certain libéralisme à la française, dont Tocqueville serait la figure fondatrice. Ses travaux de philosophe politique et de sociologue l'ont nécessairement amenée à remettre sur le métier ce qu'on pourrait appeler l'énigme démocratique, telle que l'auteur de *La démocratie en Amérique* l'avait déjà mise en question. Car il ne suffit pas de définir quelques principes institutionnels pour comprendre les régimes de type représentatif, leur fonctionnement et le mode de sociabilité qu'ils suscitent. Il faut entrer dans leur construction intérieure, la psychologie collective qu'ils développent, problématiser les obstacles structurels qu'ils rencontrent et les aléas divers qui embrouillent leur essor. C'est dire que l'on est forcément conduit à passer d'une théorie politique à une réflexion anthropologique. Tel est bien l'objet du dernier essai de Dominique Schnapper, qui voulant percevoir la nature du malaise démocratique actuel est amenée à composer un véritable traité sur l'*homo democraticus*. Et c'est précisément là que le sens de l'équilibre fait œuvre de discernement tout en proposant un remède à la pathologie qu'il ausculte. Une certaine démesure individualiste pourrait déséquilibrer le dispositif structurel de la démocratie et il importe de se garder des dévoiements qui naissent dans la vie sociale et se répercutent plus généralement dans le fonctionnement des institutions.

Si l'on songe au fameux *homo sovieticus* d'Alexandre Zinoviev, la comparaison avec l'*homo democraticus* est d'évidence tout à fait à l'avantage de ce dernier. Dominique Schnapper a beau analyser avec acuité toutes les tentations et tous les dérapages de ce type d'individu, elle n'en infère pas une condamnation, elle en tire des leçons ou des avertissements qui rappellent les prescriptions d'un Montesquieu dans *L'esprit des lois*, dont elle reprend d'ailleurs le titre pour mieux signifier son intention. *L'esprit démocratique des lois* risque d'être contredit, lorsque la démocratie devient « extrême », et à force d'exagérations, s'autodétruit. Sans doute, Dominique Schnapper ne saurait être assimilée à quelque forme de « réaction » qui soit. Elle est très loin de condamner toutes les évolutions de société et envisage avec bienveillance des phénomènes que d'aucuns condamnent d'autorité. Le libéralisme philosophique ne se complaît-il pas dans l'ouverture à la nouveauté qu'il s'agit toujours de considérer avec le plus grand intérêt, avant d'amorcer la moindre critique. C'est l'attitude toquevillienne, et tout autant aronienne. Mais arrive un moment où le passage à la limite devient carrément transgressif et où le signal rouge s'allume. Ce peut être l'occasion d'interroger des phénomènes très différents.

Personnellement, je suis assez sensible, pour en avoir observé en direct les effets, à une subordination extrême des individus à l'État providentiel, dont l'administration, avec souvent

l'appui de la justice, se trouve muni de pouvoirs redoutables : « *De manière apparemment paradoxale, l'aspiration à l'autonomie a nourri la dépendance de l'individu, libéré des pressions du milieu familial ou communautaire, à l'égard de l'État. Les agents de ce dernier, juges, éducateurs, psychologues, ou travailleurs sociaux, se trouvent chargés à des titres divers de réguler la vie familiale. L'instabilité des couples a pour effet d'accroître les occasions de l'intervention publique : les juges décident des droits de chacun des époux divorcés, les psychologues et les travailleurs sociaux portent des appréciations sur les couples en voie de séparation, sur ceux qui cherchent à adopter un enfant ou sur les familles marginalisées par leur pauvreté et leur conduite.* » L'anomie sociale provoque forcément un surcroît de réglementation collective, mais il y a danger lorsque l'administration devient toute puissante et que la possibilité de négociation est réduite à néant.

Ce n'est pas l'axe de l'essai de Dominique Schnapper dont tout l'effort se porte sur le débat central qui a occupé toute l'année passée à propos du mariage dit pour tous. Là on peut dire que le voyant rouge a clignoté très sérieusement : « *L'idée de la personne définie par delà son identification sexuelle, qui implique que les sexes sont interchangeable, constitue une rupture radicale. L'alliance organise les sociétés historiques, la filiation a toujours reposé sur l'inscription de l'enfant dans deux lignées différentes, même si elle était indépendante de l'engendrement. Le féminin et le masculin ont toujours structuré la répartition des rôles sociaux ainsi que la conception du monde. Or, la dualité sexuelle doit aujourd'hui être conjuguée avec le rêve démocratique de l'égalité de tous.* » À ce



par Gérard Leclerc

degré, l'interrogation anthropologique, avec toutes ses conséquences les plus graves, amène les plus libéraux à poser des limites et à exprimer des refus, dont on apprécie la dimension philosophique et sociale : « *On peut se demander si la réflexivité et l'historicisation de toutes les normes sociales, l'édification d'un ordre humain qui se veut construit par la seule volonté des hommes et s'exprime en particulier par le brouillage de la division des sexes, peuvent être sans limite. Peut-on faire société sans partager une conception du monde et les relations entre les êtres humains en négligeant les principes qui règlent la réciprocité, la parenté et l'alliance ?* » On comprend qu'en lisant ces lignes, le critique du *Monde des livres* se soit un peu pincé le nez.

Dominique Schnapper va plus loin encore, en s'inquiétant de l'effacement de la frontière entre l'animal et l'humain, auquel il faudrait ajouter les menaces sur l'intégrité humaine concentrée dans le mythe de l'homme artificiel. Elle insiste aussi sur le péril d'un relativisme absolu qui égalise toutes les opinions et rejoint la grande inquiétude toquevillienne à propos d'un univers où « *rien ne semble plus défendu, ni pervers, ni honnête, ni honteux, ni vrai, ni faux* » où « *tout semble douteux et incertain dans le monde moral ; les rois et les peuples y marchent au hasard.* » C'est dire à quel point le destin de l'*homo democraticus* est lourd d'interrogations et d'ambiguïtés. Cela ne signifie pas du tout, dans l'esprit de Dominique Schnapper, que la propension à la dérive porte condamnation de tout ce qui a été engrangé au profit de l'État de droit, de l'émancipation sociale et de la liberté des personnes. Cela veut dire que les meilleures acquisitions sont toujours à sauvegarder, à l'encontre des vertiges qui peuvent attirer les hommes modernes vers l'abîme. Lucidité et courage demeurent alors les meilleurs garde-fous pour sauver l'héritage.

Dominique Schnapper – « *L'esprit démocratique des lois* », NRF essais Gallimard.

# Tous logés au Grand Budapest

Un gentleman concierge gère le Grand Budapest Hotel, au fin fond de Zubrowka, pays imaginaire de la Mitteleuropa des années 30. Il s'occupe très bien de ses clients, particulièrement de ses vieilles clientes, et se montre plein de réticence face à la montée d'officiers à la mine patibulaire qui ne cessent de demander ses papiers à Zéro, le petit groom d'origine indienne, son protégé. Il hérite d'une de ses clientes ce qui lui vaut quelques ennemis et des aventures en cavalcades. Mais bon l'intrigue n'a aucun intérêt...

Le film a certes beaucoup pour plaire car il est... séduisant. Wes Anderson, le réalisateur, est devenu une référence au sein d'un genre qu'il a lui-même créé : le film vintage.

Vendu pour ce qu'il est, le film est le résultat d'une créativité débridée qui s'apparenterait aux petites boîtes surréalistes de Joseph Cornell (redécouvert récemment au musée des Beaux-Arts de Lyon) ou celles, nostalgiques, de Charles Matton. En ce sens, c'est un spectacle permanent d'une richesse et d'une inventivité exceptionnelle pour les yeux. Des gâteaux à la crème très utiles pour s'évader, des descentes de luges, des passerelles entre les montagnes, l'étourdissement, la chute, un hôtel aux multiples surprises qui passe de l'opulence début de siècle au style soviétique...

Il est aussi un véritable bréviaire du snobisme hollywoodien car toutes les stars en vogue du moment s'y bousculent, de la française Léa Seydoux à la super icône écossaise Tilda Swinton et pour les hommes : la plupart des incontournables (Ralph Fiennes, Edward Norton, Mathieu Amalric, Jude Law, Adrien Brody, Willem Dafoe, Harvey Keitel, et j'en passe).

Le film pâtit des ressorts de la séduction facile : du bagout plein les yeux mais on se maintient en surface. Sa peinture d'un monde en disparition se réduit à

une suite de vignettes ultra décoratives, rythmées et plaisantes qui tiennent surtout de la bande dessinée d'avant celle qui nous bluffe aujourd'hui par ses qualités éditoriales. Les personnages sont des archétypes à peine définis, davantage des personnages d'opérette, sans existence charnelle ou émotionnelle, dont on reste parfaitement à distance.

Encre une fois, cela dépend ce que l'on veut en faire. Cependant, certains réalisateurs, comme Ernst Lubitsch, ont su allier légèreté et profondeur. C'est d'ailleurs souvent cette qualité, rare, qui pérennise une œuvre.

Le tout petit problème est justement cela : le film est présenté par la critique comme un chef d'œuvre qui tiendrait du Monde d'hier de Stefan Zweig dont le réalisateur, se réclame ouvertement. Et là on dit *Nein* pour le monde d'hier. Ou *Niet* pour le monde d'après. Les références à la Mitteleuropa, à la fin d'une époque, celle des grands empires, et à la montée du nazisme tant vantées par les critiques sont très, très légères...

Ce sont les bulles de champagne sans le vin, bizarrement cela à l'air de suffire à beaucoup. Comme une propension à ne pas attendre trop du cinéma... ah oui c'est ça : « à refuser de se prendre la tête. »

Kristine MASSA



# Un bréviaire d'intelligence

*Les Miscellanées d'un Gallo-Romain*, c'est sous ce titre jubilatoire et bienvenu, que les éditions Perrin, dans leur collection de poche Tempus, publient les articles de critique signés du regretté Lucien Jerphagnon, et édités entre 1962 et 2011 dans les meilleures revues françaises et internationales.

Si, reconnaissons-le, tous les textes ne sont pas d'un égal intérêt (mais il y va bien sûr de ma subjectivité), c'est toujours un régal de retrouver en action cette intelligence supérieure, nourrie d'une culture considérable, servie par un esprit exempt de toute vanité, à la fois bienveillant et amusé, gentiment ironique. Dans sa préface, Christiane Rancé compare Lucien Jerphagnon à un chasseur de papillons rares, et l'image tombe juste. On imagine bien en effet le bonhomme, coiffé d'un chapeau de paille, armé de son filet aux mailles fines, arpentant ce vaste champ printanier où se concentrent connaissances et curiosités, en quête de l'insecte coloré qui pourrait encore manquer à sa collection.

Les articles sont des notes de lecture, et la diversité des sujets pourrait donner le vertige si l'on ne se rappelait que nous avons ici sous les yeux un demi-siècle d'activité intellectuelle. On y passe d'écrits savants sur la correspondance de Cicéron au *C'était de Gaulle* d'Alain Peyrefitte, une évocation d'*Hypatia*, la philosophe alexandrine victime du fanatisme chrétien, voisine avec la recension d'une thèse consacrée à *Tertullien* (dont j'extrait cette remarque pleine de malice :

« J'ajoute que nul ne s'est jamais avisé de canoniser Tertullien, même en des temps où l'on avait, si j'ose dire, l'auréole facile, ce qui est quand même significatif. »), les *Pensées de Marc-Aurèle* s'entremêlent aux *Carnets du cardinal Baudrillard*, Plotin et Jean-François Revel semblent bons compagnons. La brièveté des textes conduit souvent à la prouesse : citons, un parmi tant d'autres, l'article présentant le livre de Dédienne et Vernant, *Les Ruses de l'intelligence : la métis des Grecs*, qui me semble un véritable petit bijou.

Plonger dans cette variété, où jamais l'intelligence ne s'abandonne aux facilités du hâbleur, mais aussi se garde tout autant des cuistreries grotesques du pédant, est d'un plaisir ineffable. Lisez ce livre, dans l'ordre que vous voulez, au rythme que vous souhaitez, mais lisez-le : vous éprouverez ce sentiment, certes un peu vain mais tellement agréable, de vous sentir un peu plus intelligent à chaque ligne parcourue. Et qui sait ? Ce sera peut-être plus qu'un sentiment...

Patrick PIERRAN

Lucien Jerphagnon – « *Les miscellanées d'un Gallo-Romain* », Tempus, Perrin, 340 pp., prix franco : 9 €.

## Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12<sup>e</sup>) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

### Mercredi 19 mars

**Olivia LEBOYER**, Docteur en science politique de l'IEP de Paris (Prix de thèse de la Maison d'Auguste Comte), enseigne à l'IEP de Paris et est chercheur associé au laboratoire Pacte de Grenoble.

Elle est l'auteur de l'ouvrage « **Élite et Libéralisme** », (Ed. du CNRS, 2012). Elle a récemment publié l'article « **L'élite politique. Un souci par excellence** » dans la revue Commentaire (numéro 140/ Hiver 2012-2013).

Dans cette conférence, « **Aristocratie et élite** », il s'agira de préciser la distinction entre les concepts d'aristocratie et d'élite. Dans les sciences sociales, il est fréquent de voir la démocratie représentative et le libéralisme qualifiés d'aristocratiques ou d'élitistes. Le phénomène de l'élite est une réalité et, dans le même temps, il ne cesse de susciter des jugements de valeurs. Comme s'il constituait une sorte de pierre d'achoppement de la modernité.

### Mercredi 26 mars

Les élections européennes approchent ! Il faut se préparer à affronter une propagande qui allie la mythologie, les grands idéaux, la technicité, la philosophie de l'histoire, la carotte et le bâton : les Pères fondateurs, la Paix, la Démocratie, le Droit, la Banque centrale européenne, la Commission, la Rigueur et la promesse, à très, très long terme, d'un Avenir radieux par le dépassement des nations.

Derrière la façade idéologique, le jeu des puissances – les États-Unis, l'Allemagne –, les logiques technocratiques, la crise économique, le déni de démocratie, l'écrasement des peuples, l'empire du profit, la démission des politiques.

Diplômée de l'Institut d'Études politiques de Grenoble, rédactrice du blog « **L'arène nue** », **Coralie DELAUME** analyse l'échec du projet européen et dessine une nouvelle voie européenne dans un livre qui vient de paraître : « **Europe, les États désunis**. » Avec elle, nous envisagerons le retour de la France dans l'histoire.

## Chevènement

Le 2 avril prochain, nous recevrons, lors des *Mercredis de la NAR* Jean-Pierre Chevènement.

Pour des raisons de bonne organisation, cette réunion se tiendra sur invitation.

Nous ne pourrions accepter qu'une quarantaine de personnes qui seront assises, les vingt à vingt-cinq autres invités devront rester debouts.

En outre, nous remplacerons le traditionnel dîner qui suit la conférence par un buffet auquel tous les participants sont conviés dans les conditions habituelles.

## Congrès 2014

**Le congrès 2014 de la NAR se tiendra les samedi 5 et dimanche 6 avril prochain.**

Rappelons que sont invités à y participer tous les adhérents à jour de leur cotisation.

Cette année, outre les traditionnelles questions politiques, techniques et financières, nous serons amenés à réfléchir sur deux sujets : la décentralisation et le développement durable.

Les adhérents recevront, dans les prochains jours, toutes les informations nécessaires ainsi que les projets de motions présentées par le Comité directeur de la NAR.

Nous demandons à chacun de nous informer au plus tôt de sa présence afin d'organiser cet important moment de la vie de notre mouvement.

## Souscription

**Poursuivre le mouvement... plutôt...lent.**

Mieux vaut prévoir que subir. Le renchérissement de nos coûts, malgré les économies faites, nous obligent à trouver une vingtaine de milliers d'euros pour boucler notre budget 2014.

C'est à vous et merci à ceux qui ont déjà apporté leur indispensable soutien.

### Communiquer avec la NAR

38, rue Sibuet  
75012 Paris

Adresse électronique :  
[info@nouvelle-action-royaliste.fr](mailto:info@nouvelle-action-royaliste.fr)

Sites Internet :  
<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>  
<http://archivesroyalistes.org>  
Tél. : 01 42 97 42 57

### Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

# Que pourrait faire la France ?

**D**ans le débat français sur la crise ukrainienne, une question mériterait d'être privilégiée : **que peut faire la France ?** Ce souci est balayé par le discours dominant. Qui n'est pas pour Kiev est pour Moscou – et Paris se trouve *naturellement* dans le camp du Bien. Comme ce camp a fait beaucoup de mal, dans l'ancienne Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, en Libye... il est prudent de se garder des fausses évidences du manichéisme ambiant. Et si la France est approuvée par les arbitres du bon ton diplomatique, c'est en raison de son effacement. François Hollande répète ce que dit Barak Obama, s'en remet à la Commission européenne et laisse Angela Merkel discuter directement avec Vladimir Poutine.

Plutôt que de remâcher cette nouvelle humiliation, il faut réfléchir à ce que pourrait faire la France, dès lors que, libérée de son oligarchie atlantiste, elle ferait exploser la zone euro et quitterait définitivement l'OTAN. Il ne s'agit pas de rédiger une *feuille de route*, ce qui impliquerait un cheminement au ras du sol, mais de regarder, avant tout engagement, la carte du monde. On voit la Chine, qui nous agresse commercialement, et les États-Unis en déclin. On voit aussi que la Russie ne nous menace en rien et l'on sait que l'Union européenne est moribonde. On se souvient que la pression islamiste se renforce sur l'Asie centrale et sur le Nord-Caucase et l'on constate que la Russie s'efforce de contenir la menace. Dès lors, la France pourrait construire un nouveau système d'alliances continentales, dans le cadre d'une confédération européenne respectant la souveraineté de ses États-membres.

Cette nouvelle politique européenne viserait la réduction progressive des tensions en Europe à laquelle la France contribuerait en incitant les États concernés à renoncer au bouclier anti-missiles américain puis à quitter l'OTAN au profit d'une organisation européenne de sécurité. Cette politique d'apaisement et de sécurité collective impliquerait une coopération avec la Russie dans la



lutte contre l'islamisme et, dans le même temps, un plan européen de développement économique et social conçu hors de la dogmatique ultralibérale, dans le souci de l'écologie générale du continent et des mers qui l'entourent.

Si un gouvernement français s'était placé dans cette perspective, tracée par le général de Gaulle pendant la Guerre froide, il aurait été possible de favoriser le règlement de la crise ukrainienne. Il aurait fallu :

**Constater** que l'insurrection kiévienne a engendré un pouvoir de fait qui a déchiré l'accord entre le président légal et les partis d'op-

position puis violé la Constitution en destituant Viktor Ianoukovitch et en supprimant la Cour constitutionnelle qui aurait dû se prononcer sur cette destitution.

**Exiger** que ce pouvoir de fait ne signe pas de nouveaux traités et n'engage pas de discussion avec l'OTAN afin d'apaiser les craintes justifiées de la Russie - le projet d'accord entre l'Ukraine et l'Union européenne comportant des clauses de coopération militaire.

**Exiger** le désarmement et la dissolution des partis nationaux-socialistes afin que la sécurité des personnes et les libertés publiques soient de nouveau garanties.

**Éviter** que l'Ukraine ne tombe sous la coupe du FMI et ne subisse les effets désastreux d'une thérapie de choc en proposant à toutes les puissances européennes la mise en œuvre d'un plan d'urgence pour le financement et le développement de l'Ukraine.

**Prendre** au mot le président de la Fédération de Russie qui a déclaré le 4 mars qu'il n'avait pas l'intention d'encourager les tendances annexionnistes, l'inciter à différer le référendum prévu en Crimée et les demandes de rattachement à la Russie de plusieurs villes d'Ukraine et soutenir sa proposition d'organiser la consultation de tout le peuple d'Ukraine en vue de l'adoption d'une nouvelle Constitution.

**Encourager** les partis démocratiques d'Ukraine à se concerter pour organiser les élections législatives et présidentielles hors de toute pression extérieure - qu'elle soit américaine, allemande, polonaise, russe - afin que le peuple ukrainien se donne librement de nouvelles institutions.

C'est en étant libre de toute allégeance que la France aurait pu favoriser la paix en Europe.

**Bertrand RENOUVIN**

NB : les blogs d'Olivier Berruyer <http://www.les-crises.fr/> et de Jacques Sapir <http://russeurope.hypotheses.org/> sont à consulter régulièrement.